

# ARE YOU A CUPE MEMBER WORKING WITH TEMPORARY IMMIGRATION STATUS? KNOW YOUR RIGHTS!

- Are you an international student, on a temporary work permit, or waiting for your permanent residency application?
- Do you have a temporary work permit that will expire soon?
- Were you promised a path to permanent resident status that is no longer available?

CUPE fights every day for its members, including you.

The federal government, through the Ministry of Immigration, Refugees and Citizenship Canada, made sweeping changes to immigration policies at the end of 2024. As a result, it is estimated that 2.3 million people will lose their work permits and risk deportation from 2025-2027.

These changes affect CUPE members who have temporary immigration status under programs such as the Temporary Foreign Worker Program and the International Student Program.

Current members, with temporary work permits, may no longer be able to renew their work permits or have a pathway to permanent residency. If you or someone you know is affected by these changes, please contact Kelti Cameron, CUPE International Solidarity ([kcameron@cupe.ca](mailto:kcameron@cupe.ca)), and Emma Lui, CUPE Human Rights ([elui@cupe.ca](mailto:elui@cupe.ca)).

- If you have an open work permit, you continue to have the right to work until it expires or while you have maintained status.
- Some types of work permits require employer participation and letters from employers. Contact your union if you are having trouble accessing these documents.
- If you are a member who is undocumented and working without status, you can still be involved in your union and we recommend you obtain legal immigration advice immediately.



## STATUS FOR ALL

CUPE believes in status for all – this means no resident in Canada should have to live on temporary status. Temporary status creates precarity and exposes migrant workers to employer abuse. It is difficult to take action alone but together with other workers and organizations we can fight for change.

# VOUS ÊTES MEMBRE DU SCFP ET VOUS AVEZ UN STATUT D'IMMIGRATION TEMPORAIRE? CONNAISSEZ VOS DROITS!

- Vous êtes un(e) étudiant(e) international(e), vous avez un permis de travail temporaire ou vous attendez votre résidence permanente?
- Votre permis de travail temporaire est sur le point d'expirer?
- On vous a promis une voie d'accès à la résidence permanente qui n'est plus disponible?

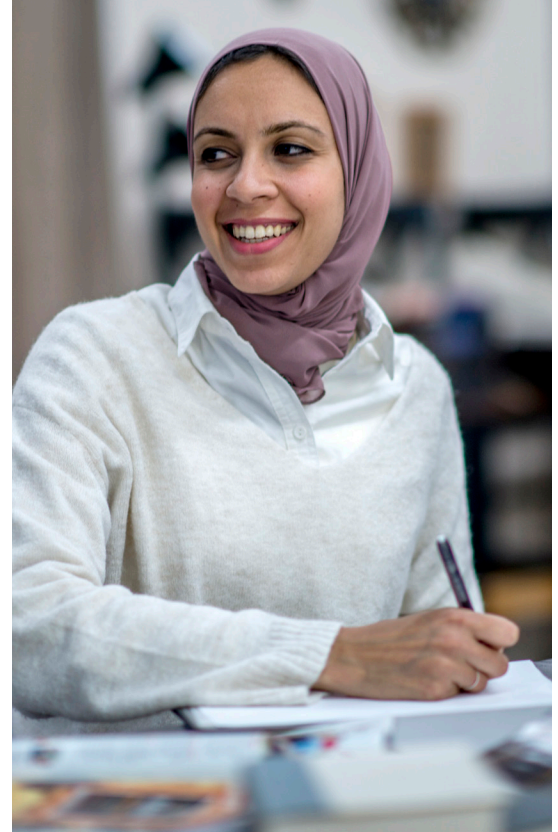
Le SCFP se bat chaque jour pour ses membres, dont vous faites partie.

À la fin de l'année 2024, le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, a apporté des changements radicaux aux politiques d'immigration. Par conséquent, on estime que 2,3 millions de personnes perdront leur permis de travail et risqueront l'expulsion entre 2025 et 2027.

Ces changements touchent les membres du SCFP qui ont un statut d'immigration temporaire dans le cadre de programmes tels que le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme des étudiants étrangers.

Nos membres qui détiennent un permis de travail temporaire pourraient donc ne plus être en mesure de le renouveler ou d'accéder à la résidence permanente. Si ces changements ont un effet sur vous ou une personne que vous connaissez, communiquez avec Kelti Cameron, conseillère en solidarité internationale ([kcameron@cupe.ca](mailto:kcameron@cupe.ca)), et Emma Lui, conseillère en droits de la personne ([elui@cupe.ca](mailto:elui@cupe.ca)).

- Si vous avez un permis de travail ouvert, vous avez le droit de travailler jusqu'à son expiration ou tant que votre statut est maintenu.
- Certains types de permis de travail nécessitent la participation et des lettres de l'employeur. Si vous avez de la difficulté à obtenir ces documents, communiquez avec votre section locale.
- Si vous êtes sans papiers et que vous travaillez sans statut, vous pouvez tout de même vous impliquer dans votre syndicat. Nous vous recommandons toutefois d'obtenir immédiatement des conseils juridiques pour régulariser votre situation.



## UN STATUT POUR TOUTES ET TOUS

Le SCFP prône un statut pour toutes et tous : aucun(e) résident(e) du Canada ne devrait avoir à y vivre avec un statut temporaire. Un tel statut expose les travailleuses et travailleurs migrants à la précarité ainsi qu'aux abus des employeurs. Il est difficile d'agir en solo, mais en unissant nos forces avec d'autres travailleuses et travailleurs et organisations, nous pouvons lutter pour changer les choses.